



Pour protéger les animaux, consommons local !

Cynthia Trombert, Députée au Grand Conseil, Val-d'Illiez

La Suisse dispose déjà d'une loi sur la protection des animaux qui est la plus stricte au monde. Cette initiative est donc inutile et nuisible, elle mettrait en danger notre sécurité alimentaire et entraînerait une augmentation des importations.

Qui dit importations dit aussi augmentation des transports et donc des effets négatifs sur l'environnement et le changement climatique.

En parlant de transports, en Allemagne la durée maximale autorisée pour le transport d'animaux est de 29 heures, contre 8 heures en Suisse. Par ailleurs, l'Allemagne n'oblige pas les exploitants à sortir leurs bovins. Et si jamais, les importations de viande de bœuf en Suisse viennent principalement d'Allemagne...

L'Allemagne est aussi notre fournisseur de viande de porc, avec des cochons qui proviennent de toute l'Europe. La surface légale minimale par animal y est de 15% inférieure aux exigences en vigueur en Suisse.

La volaille vient principalement du Brésil (congelée), d'Allemagne, de Hongrie ou encore de France ; ce sont des poulets d'engraissement qui n'ont aucune protection et dont le fourrage contient des OGM et des hormones de croissance.

Quant aux œufs importés des Pays-Bas, d'Allemagne, d'Italie et de France, ils ont été pour certains pondus par des poules nourries aux OGM....

Consommer local, c'est soutenir nos éleveurs suisses. C'est aussi avoir du plaisir à manger une bonne viande, un bon morceau de fromage, un œuf de qualité en sachant que l'animal a été bien traité.

Il faut savoir aussi que toutes les exploitations ne pourraient pas remplir les conditions imaginées par les initiants pour des raisons économiques, mais aussi d'aménagement du territoire. La conséquence ? Selon une étude suisse, le taux d'auto-provisionnement de notre pays passerait pour la viande de bœuf de 87% actuellement à 79%, pour la viande de porc de 92% à 46%, pour la viande de poulet de 58% à 5% et pour les œufs de 56% à 20%. Dans ces conditions, la production animale serait fortement réduite, voire abandonnée à certains endroits. Cette initiative entraînerait ainsi, inévitablement, une baisse de la production indigène.

Voulons-nous vraiment consommer des produits importés et manger de la viande d'animaux qui n'ont pas été traités correctement et nourris par des OGM et des hormones ???

N'oublions pas que la guerre en Ukraine remet aussi en cause l'approvisionnement mondial en céréales pour l'alimentation humaine, mais aussi animale. La production de porc et de volaille en Europe va être impactée par les restrictions d'exportations et de production en Ukraine et en Russie. Intensifier nos besoins d'importations en cette période de crise est donc un risque malvenu.

Je pense qu'il faut au contraire garantir notre capacité de production et soutenir nos éleveurs.

Comité valaisan « NON à l'initiative sur l'élevage »

c/o Chambre valaisanne d'agriculture, CP 96, 1964 Conthey
027/345 40 10
info@agrivalais.ch | www.non-initiative-elevage-intensif.ch



Cette initiative exige que les importations d'animaux et de produits carnés à des fins alimentaires soient également conformes aux normes 2018 de Bio Suisse. Toutefois, cette exigence est en contradiction avec les engagements internationaux pris par notre pays dans les accords de l'OMC ou dans des traités bilatéraux. Ce n'est pas possible pour la Suisse d'imposer aux produits carnés importés des normes qui ne se justifient pas du point de vue sanitaire.

Je soutiens les éleveurs aussi bien que les animaux. Je le fais en consommant local. Voilà pourquoi je voterai NON à cette initiative.

Cynthia Trombert